

Département des VOSGES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Canton de NEUFCHATEAU

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
DES CÔTES ET DE LA RUPPES
6, RUE ROGER RICHARD
88 300 MARTIGNY LES GERBONVAUX**

**PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE
DE
CLEREY LA CÔTE,**

ENQUETE PUBLIQUE
du
17 septembre au 20 octobre 2018

Avis et Conclusions du Commissaire-enquêteur

**ordonnance N° E18000053/54
du
23 Avril 2018**

Avis et conclusions

Projet de zonage d'assainissement de Communes
Alain MARCHAL – Commissaire Enquêteur – 900 rue d'Epinal 88390 CHAUMOUSEY
Page 1/5

Conformément à ce qui a été exposé dans le rapport ci-joint, l'enquête concernant le zonage d'assainissement de la Commune de CLEREY LA CÔTE s'est déroulée du 17 septembre au 20 octobre 2018.

Du point de vue procédural :

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions.

L'organisation pratique de l'enquête a été conduite en concertation avec l'autorité organisatrice et le Commissaire Enquêteur.

Le public a été correctement informé du projet et ses observations ont pu être recueillies, en particulier lors des trois permanences.

Les remarques ont pu être transmises au siège de l'enquête par courrier électronique.

Du point de vue technique

L'ensemble du territoire communal est classé en zone d'assainissement collectif.

CONSEQUENCES TECHNIQUES

Organisation du service d'assainissement collectif

Pour les zones d'assainissement collectif, le code général des collectivités territoriales précise que les communes ou leurs groupements sont tenus d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.

Les communes ou leurs groupements doivent donc prendre en charge les dépenses liées aux investissements, à l'entretien, aux contrôles de ces ouvrages d'assainissement collectif et à la gestion des sous produits de l'épuration.

Obligation de l'usager et de la Collectivité

Pour la collectivité :

Les zones arrêtées en collectif n'impliquent pas d'obligations de délais de réalisation de travaux.

Contrôle de la qualité d'exécution de la partie privative des branchements particuliers.

Avis et conclusions

Pour l'utilisateur :

Lors de la pose d'un réseau d'assainissement, le particulier a l'obligation de se raccorder dans les 2 ans après la mise en service du réseau (article L1331-1 du Code Santé Public) ;

Article L1331-1

« Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-11-2 du code général des collectivités territoriales.

La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. »

Le raccordement se fait avec l'acceptation du règlement d'assainissement en vigueur sur la collectivité.

Article L1331-2

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal. »

Article L1331-4

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.

Avis et conclusions

CONCLUSIONS GENERALES

L'étude de schéma directeur d'assainissement a pour but de permettre à la commune de choisir secteur par secteur les modes d'assainissement, individuel ou collectif, en respectant les contraintes liées à l'environnement, et ce, dans une optique de mise aux normes, certes, mais aussi et surtout, de protection de l'environnement et des ressources en eau.

Les conclusions se résument aux constats suivants :

1. Un habitat très groupé, dense présentant peu d'usoir sur le vieux bourg de Clerey la Côte. Ce qui limite techniquement les solutions ANC : micro station ou filtre compact.

2. Pas de rejets agricoles dans le réseau collectif

3. Un coût économique moindre concernant le fonctionnement

4. Un réseau d'assainissement présentant quelques faiblesses

Présence d'eaux claires parasites dans le réseau obligeant à la création d'un réseau séparatif mais à des endroits ciblé.

5. Un réseau d'assainissement présentant des avantages

Réseau existant dans un état correct et présentant une dénivelée suffisante pour permettre l'alimentation et le fonctionnement de la STEP en gravitaire.

Le choix communal a été guidé par les raisons suivantes :

- Espace peu disponible autour des habitations posant des problèmes pour créer un assainissement non collectif
- Pente permettant l'alimentation en gravitaire de la station de traitement.

Le conseil syndical intercommunal eau et assainissement des Côtes et de la Ruppe a retenu pour Clerey la Côte le choix suivant :

Zone collective sur l'ensemble des habitations existante du bourg.

Ce zonage est présenté sur la carte de projet de zonage d'assainissement, qui a été validé par le Conseil Syndical le 13 Avril 2017.

Par ces motifs et aux vues des conclusions de l'étude réalisée par le B.E.T. ;

EURO INFRA 1 rue Matisse

52 000 CHAUMONT,

L'intérêt général du projet est avéré.

Avis et conclusions

Etant donné que ;

- Il y a peu d'espace disponible autour des habitations posant des problèmes pour créer un assainissement non collectif
- Une pente permettant l'alimentation en gravitaire de la station de traitement.
- Un habitat très groupé, dense présentant peu d'usoir sur le vieux bourg de Clerey la Côte, limitant techniquement les solutions ANC : micro station ou filtre compact.
- l'absence de rejets agricoles dans le réseau collectif
- Un réseau d'assainissement présentant quelques faiblesses
- Un coût économique moindre concernant le fonctionnement
- qu'aucune observation du public n'a été consignée.

En conclusion de cette enquête, en l'état du dossier soumis au public, des documents transmis

J'ÉMETS UN AVIS FAVORABLE AU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA COMMUNE DE CLEREY LA COTE.

CHAUMOUSEY LE, 17 NOV 2018

LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR



Alain MARCHAL

Avis et conclusions